
MAGISTÈRE DE SCIENCES DE GESTION – 1^{ère} ANNÉE
Examen de microéconomie approfondie (cours de Marc ISABELLE)
Lundi 02 juin 2003 – 12h-14h

La qualité de la rédaction sera prise en compte dans la notation (présentation, style, orthographe, construction – introduction et conclusion indispensables pour l'étude de cas) de même que la précision et la rigueur de l'analyse

I Exercice (8 points)

Boeing et Airbus sont en concurrence pour fournir des avions gros porteurs sur le marché du transport aérien d'un pays tiers (ni l'Europe ni les Etats-Unis). Il existe de très fortes économies d'échelle pour produire ces avions et le marché est relativement réduit ; par conséquent, les deux entreprises ne peuvent pas faire des profits si elles occupent simultanément le marché.

Question 1 : De quelle situation de marché s'agit-il ?

La concurrence se porte sur les quantités. Chacune des deux entreprises a le choix entre produire ou ne pas produire pour ce marché, et leurs décisions sont interdépendantes suivant la matrice des gains suivants :

		Airbus	
		produit	ne produit pas
Boeing	produit	-5 ; -5	0 ; 100
	ne produit pas	100 ; 0	0 ; 0

Question 2 : Définissez ce qu'est un équilibre de Nash puis déterminez le (ou les) équilibre(s) de Nash de ce jeu ; interprétez

Question bonus : Les décisions étant prises simultanément, quel est l'équilibre du jeu si les deux entreprises veulent à tout prix éviter le risque de faire des pertes (aversion infinie pour le risque) ?

L'Europe décide de subventionner Airbus de 10 si elle produit pour ce marché

Question 3 : Construisez la nouvelle matrice de gains ; déterminez le (ou les) nouveau(x) équilibre(s) de Nash

Question 4 : Montrez comment la subvention européenne peut être Pareto-améliorante pour l'Europe et Airbus puis commentez (indication : les américains se sont appuyés sur ce modèle pour attaquer en justice la subvention européenne à Airbus au motif qu'elle constituait en fait une avance de caisse pour l'entreprise)

II Étude de cas (12 points) : La crise des *Savings & Loans* aux Etats-Unis

Les S&L sont des institutions privées dont le but est de faire du profit. Comme des banques, elles empruntent de l'argent aux particuliers sous forme de dépôts et prêtent cet argent à leur tour. Les dépôts effectués par les particuliers sont assurés par une agence du gouvernement fédéral, la *Federal Saving & Loans Insurance Corporation* (FSLIC). Si pour une raison quelconque, une S&L ne peut pas rembourser un dépôt, c'est la FSLIC qui s'en charge. Comme les institutions mutualistes, les S&L doivent effectuer un dépôt de garantie : les fonds du FSLIC proviennent des primes d'assurance prélevées sur les S&L. Le montant de ces primes n'est lié ni au niveau de risques du portefeuille des prêts, ni à celui des autres investissements des S&L.

La concurrence dans le secteur des S&L est intense. Traditionnellement, les S&L étaient très limitées dans la manière d'investir leurs fonds : il s'agissait principalement de crédits immobiliers accordés localement à des individus, avec une hypothèque sur le bien. Dans les années 1980, plusieurs S&L se sont tournées vers des investissements plus risqués, notamment les crédits aux promoteurs immobiliers et les *junk bonds*, crédits risqués accordés aux entreprises. Simultanément, les institutions contrôlant les investissements réalisés par les S&L ont adopté une politique laxiste ; elles ont en outre augmenté le plafond de l'assurance des dépôts de 150%. Quand le marché immobilier s'est effondré dans plusieurs Etats, les emprunteurs ont cessé de rembourser leurs crédits et les S&L se sont retrouvées propriétaires de biens immobiliers qu'elles ne pouvaient ni vendre ni louer. Plus tard, les défaillances de certaines entreprises pour rembourser leurs *junk bonds* ont provoqué un effondrement des cours des emprunts à haut risque, entraînant du même coup la chute des actifs des S&L. De plus, une vague de fraudes a entaché ce secteur.

Cela a provoqué un cocktail détonant : plus de cinq cents S&L ont fait faillite. Parmi elles, plus d'un quart s'étaient livrées à des pratiques frauduleuses. Les réserves de la FSLIC se sont avérées insuffisantes pour honorer les garanties données aux déposants. Ce sont les contribuables américains qui ont dû payer la note, qui s'est élevée à plusieurs milliards de dollars.

Question :

Vous devez vous appuyer sur l'analyse coûts-bénéfices, pour chacun des acteurs, des opportunités d'investissement offertes à une S&L telles que présentées ci-dessous, afin d'expliquer ce qui a conduit les S&L à s'engager dans des investissements aussi risqués. Vous élargirez ensuite votre analyse de la relation prêteur-emprunteur pour faire la part des responsabilités de chacun dans cette crise, et pour dire si elle aurait pu être évitée et comment ?

Description des opportunités d'investissement		
Type :	Sûr	Risqué
Investissement initial	100	100
Résultat favorable	110	125
Probabilité d'occurrence	50%	50%
Résultat défavorable	100	65
Probabilité d'occurrence	50%	50%

Les fonds dont dispose une S&L pour investir ou prêter de l'argent proviennent en fait de deux sources : les dépôts des particuliers et le capital des propriétaires. Les institutions fédérales de

contrôle exigent que les propriétaires effectuent un dépôt égal à 3% des fonds investis. Les déposants sont des créanciers prioritaires qui disposent de la garantie de la FSLIC : si le résultat de l'investissement est inférieur à leur dépôt, ils récupèrent tout l'argent disponible – les propriétaires ne touchent rien – et la FSLIC complète pour rembourser le dépôt ; sinon ils récupèrent leur dépôt augmenté du taux d'intérêt.

NB : pour simplifier les calculs, on considère que le taux d'intérêt payé aux déposants est nul